



SNE - SNUITAM



FSU - MEDDE / METL

Déclaration CGT et FSU au CCAS des MEDDE/MLETR le 9 octobre 2015

Mesdames, Messieurs,

Pour commencer ce CCAS nous avons une pensée pour la famille et les collègues de Pascal Lemoine, président du CLAS de la DREAL Picardie, disparu tragiquement cet été.

La CGT et la FSU souhaitent également exprimer leur solidarité avec les collègues actifs et retraités et leur famille touchés par les inondations meurtrières de ces derniers jours. A l'instar de ce que la DGAFP a annoncé hier avec un déblocage de crédits d'urgence pour les sinistrés, nous demandons quelles mesures le ministère compte mettre en place pour venir en aide aux agents qui seraient concernés et si un recensement a déjà pu être effectué.

Par ailleurs, la réforme territoriale en cours qui va entraîner de nouvelles restructurations est génératrice d'insécurité et de souffrance pour les agents avec des discours contradictoires entre le niveau ministériel et les directions régionales qui semblent être plus aux ordres des préfets que de leur ministère de tutelle.

La CGT et la FSU rappellent que ces fusions unilatérales de service vont à l'encontre de la mise en œuvre des politiques portées par notre ministère en cohérence avec la diversité locale des territoires et dénoncent les conditions dans lesquelles sont traités les personnels, de l'encadrement aux agents de catégorie C qui n'ont aucune visibilité sur leur avenir professionnel et personnel.

Dans le domaine de l'action sociale, quel avenir et quelle organisation pour les CLAS des DREAL et les CRCAS dans les régions fusionnées ? Pensez-vous faire comme la DGAFP un maintien pour 2016 de la situation existante ? Nous demandons qu'une réunion de travail avec la DRH soit organisée rapidement.

C'est dans ce climat dégradé que nous voyons l'action sociale se déliter un peu plus chaque jour tant sur le plan budgétaire que sur le plan du temps accordé aux présidents et membres des CLAS et des associations oeuvrant pour l'action sociale au sein des services.

A l'heure où le projet de budget 2016 va être débattu à l'Assemblée Nationale, la CGT et la FSU souhaitent connaître si des crédits spécifiques seront dédiés aux mesures d'accompagnement liées aux réorganisations car nous n'accepterons pas que ce soit l'action sociale qui en fasse les frais.

Il n'en reste pas moins que les demandes que nous formulons à chaque CCAS demeurent.

Le montant des crédits CIL qui sans être en baisse reste sur des montants largement insuffisants. Les conventionnements dans les RA, RIA n'existent pas partout. Le nombre de logements réservataires est largement méconnu de la plupart des agents et le nombre de places en crèches est nettement insuffisant au niveau ministériel.

Le démantèlement du ministère avec la création des EPA qui pour certains géreront une action sociale qui leur est propre, d'autres qui continueront avec l'action sociale commune au MEDDE/MLETR et d'autres encore qui n'ont pas jugé bon de vouloir répondre et laisse leurs agents sans action sociale et largement démunis.

Nous vous avons interpellé à plusieurs reprises sur le suivi post professionnel pour tous les retraités y compris ceux qui n'ont pas été exposés aux produits CMR (cancérogènes, mutagènes et reprotoxiques) car aujourd'hui la médecine de prévention est en berne dans certains départements voire inexistante . Où en sommes-nous aujourd'hui ?

Il est bien évident qu'au niveau local nous ne pouvons déployer efficacement l'action sociale si dans certains services il y a encore des présidents de CLAS à 0%, 10% voire sans président. Comment au niveau national comptez-vous faire appliquer les arrêtés ministériels qui précisent une décharge d'activité à 50 % au minimum pour les présidents de CLAS.

Les représentants CGT et FSU au CCAS des MEDDE/MLETR.